

**Hassane Diab peine à former son gouvernement**

## **Vers le retour à la case départ au Liban**



Hassane Diab, le nouveau Premier ministre du Liban.  
© D.R

**Le Hezbollah demeure un sérieux élément de blocage pour la mise en place d'un exécutif de technocrates à Beyrouth, comme cela est exigé par les manifestants.**

La situation politique au Liban demeure marquée par le statu quo, une semaine après la nomination de Hassane Diab en qualité de Premier ministre. Si les différentes formations parlementaires sont finalement parvenues jeudi à s'entendre pour cette désignation, le Premier ministre semble faire face à la même difficulté que son prédécesseur, Saad Hariri, incapable de former une équipe gouvernementale. Hassane Diab a répété plusieurs fois sa volonté de mettre en place un cabinet de spécialistes indépendants.

Mais la nature même du système politique libanais, basé sur la distribution des rôles en fonction des appartenances communautaires et confessionnelles, met le Premier ministre devant un écueil quasi insurmontable.

Preuve en est, à peine une semaine après sa prise de fonctions, le Premier ministre s'est fait rappeler à cette réalité par le puissant mouvement chiite Hezbollah. Le parti de Hassan Nasallah a jugé en effet "difficile" de former une équipe de spécialistes indépendants. Des propos tenus mardi par le ministre sortant de la Jeunesse et des Sports, Mohammad Fneich, membre du Hezbollah.

Ce dernier a estimé que "le futur cabinet a besoin de couverture politique". "Nous appelons donc à une large participation au gouvernement de la part de tous les protagonistes", a-t-il lancé, alors que le fraîchement

nommé M. Diab répétait depuis une semaine sa volonté de former un cabinet de compétences, une des revendications phare qui plus est des contestataires libanais qui continuent d'occuper la rue. Avant le Hezbollah, le président de la Chambre, Nabih Berry, a également plaidé pour que "toutes les factions parlementaires, y compris le courant du Futur, les Forces libanaises et le Parti socialiste progressiste, prennent part au prochain cabinet".

À coup sûr, il s'agit de divergences de fond qui annoncent d'ores et déjà la mission extrêmement compliquée du Premier ministre. Selon des sources citées par le journal libanais L'Orient-Le Jour, les milieux du Hezbollah ont justifié leur position par la difficulté de trouver des spécialistes totalement indépendants, en estimant que des partis politiques existent et devraient être représentés. À cela s'ajoute le rejet de la rue sunnite de la désignation de Hassane Diab en tant que Premier ministre, estimant que leur communauté a été marginalisée.

Les partisans du courant du Futur, parti sunnite de Saad Hariri, continuent à se mobiliser dans plusieurs régions du Liban contre la désignation de Hassane Diab, jugeant que le processus a "fait fi de la volonté de la communauté sunnite". Le Liban, en plus de faire face à la difficulté de mettre en place un gouvernement, se trouve sous les projecteurs internationaux, dans la mesure où la communauté internationale conditionne toute aide au Liban à la mise sur pied d'une équipe "crédible".

Dans le même temps, sur le plan économique, la situation devient de plus en plus intenable. Cette semaine, plusieurs banques du Liban ont bloqué les salaires des fonctionnaires du pays.

**Karim Benamar**